



**PRÉFÈTE
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination et du Soutien Interministériels

Bureau de l'Environnement

Affaire suivie par : Émilie ZANETTI/GB

Tél. : 05 49 08 69 57

Adresse mail : emilie.zanetti@deux-sevres.gouv.fr

Niort, le **5 MARS 2025**

Prise d'acte n° A6570

Monsieur,

Par courrier reçu le 23 janvier 2025, vous m'avez transmis un dossier de porter à connaissance relatif à la prise en charge de 4 capacités de stockage mobiles appelées Baker, issues d'un chantier de dépollution à La Rochelle mené par votre filiale SOLEO, au cours duquel une fraction d'hydrocarbures lourds a été rencontrée.

Vous êtes autorisé à exploiter sur la commune de Niort une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux au titre de la rubrique 2718-1, et vous bénéficiez du récépissé du 14 octobre 2013, qui a transféré la gestion de l'installation de la SNAM à votre société. Les installations présentes sur le site ont été autorisées par l'arrêté préfectoral du 27 juin 1996 et encadrées par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 16 mars 1988, 6 mai 2010 et 20 juin 2010.

Le projet consiste à nettoyer les 4 Bakers de 70 m³ pour les restituer au fournisseur et permettre une nouvelle utilisation. Ces opérations de nettoyage, estimées à un mois, seront conduites indépendamment du reste de l'activité sur une zone de chantier délimitée au sud du site et en dehors de la zone de Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) des installations Seveso aux alentours.

La procédure de nettoyage prévoit notamment la mise en place d'une rétention mobile de 24 m³, l'application d'un dégraissant/dégoudronnant sur l'intégralité des surfaces, le nettoyage haute pression des parois du Baker, le pompage des effluents et le passage des gaz dans un filtre à charbon permettant de capturer et neutraliser les polluants, les odeurs ainsi que les Composés Organiques Volatils (COV).

Les évacuations des déchets seront déclenchées dès que le seuil de 15 m³ de stockage sera atteint et chaque envoi fera l'objet d'un Bordereau de Suivi des Déchets Dangereux (BSDD) via la plateforme Trackdéchets.

Une attention particulière sera portée à la maîtrise des impacts, notamment la coactivité, la gestion des effluents, la maîtrise du potentiel olfactif, la gestion de la consommation en eau, les nuisances sonores et le trafic.

Un bilan sera adressé à l'inspection des installations classées à l'issue du chantier.

.../...

SAS ORTEC ENVIRONNEMENT SERVICES
M. BAY Benoît
ZI Saint-Florent
Rue du sud
79000 NIORT

Il n'est pas nécessaire d'intégrer la rubrique 2795 (installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux), la rubrique 2718 couvrant déjà des opérations du même genre pour les citernes utilisées dans le cadre de l'exploitation de votre société.

Les modifications envisagées n'ont donc pas d'impact sur le classement des installations :

Rubrique ICPE et IOTA		Situation actuellement autorisée	Régime	Situation demandée après modification	Régime
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité		Nature des installations et volume d'activité	
2718	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du Code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.</p>	<p>- 25 tonnes d'amiante,</p> <p>- 20 tonnes d'eau + hydrocarbure,</p> <p>- 35 tonnes de déchets conditionnés,</p> <p>- 40 tonnes de déchets solides en vrac benne dont terre polluée</p>	A	<p>- Ajout d'une activité temporaire de lavage de 4 Bakers sur une période de 1 mois</p>	A

Après examen de votre dossier, il ressort que les modifications apportées ne sont pas substantielles et qu'il n'y a pas lieu de fixer des prescriptions complémentaires, ni de modifier les prescriptions applicables.

Conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement, je **prends donc acte** de ce projet, sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des dispositions mentionnées dans le porter à connaissance.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,

Patrick VAUTIER